

Actualité juridique

Actualité • Pratique • Professions

DOSSIER 385

Suites de l'affaire d'Outreau : quelles autres réformes ?

Décès dans une cellule
de dégrèvement : la double
violation de l'article 2 Conv. EDH

L'excuse atténuante de libération
s'applique quelle que soit la raison
de la prise d'otage

Détention provisoire du mineur
devenu majeur

Retrait des permissions de sortir :
vers la fin des logiques
pénitentiaires

**Les nouvelles Règles
pénitentiaires européennes** 400

Comité de rédaction

Alain Blanc, *Magistrat*
 François-Louis Coste, *Magistrat*
 Martine Herzog-Evans, *Maître de conférences à l'Université de Nantes*
 Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe*
 Direction de l'Administration pénitentiaire
 Jocelyne Leblois-Happe, *Professeuse à l'Université Paul Verlaine de Metz*
 Yann Le Bras, *Avocat*
 Marc Schwendener, *Commissaire divisionnaire*

31-35 rue Froidevaux
 75685 Paris CEDEX 14
 Tél. rédaction 01 40 64 53 13
 Fax: 01 40 64 54 66

E-mail: ajpenal@dalloz.fr

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Charles Vallée

RÉDACTION

Directeur éditorial

Philippe Weiss

Rédactrice en chef

Marie-Eve Charbonnier

Ont participé à ce numéro

Emmanuelle Allain

Hélène Gacon, *Avocat au Barreau de Paris*

Carole Girault, *Maître de conférences à Evry*

Martine Herzog-Evans

Jocelyne Leblois-Happe,

Pascal Remillieux

Gildas Roussel

Guillaume Royer

Claire Saas, *Maître de conférences à Nantes*

Secrétaire de rédaction

Marie-Anne Sebbar

ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ

Responsable marketing: Véronique Prugniaud

Relations clients: Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)

BP 150, 94208 Ivry-sur-Seine CEDEX

Tél. : 0 820 800 017 (0,12 € TTC / min.)

Fax: 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement 2007 (1 an)

France: 145 € TTC

Étranger: 161 € TTC

Prix au numéro: 16 € TTC

ISSN 1762 - 8407

N° CPPAP 1110 T 83884

Imprimerie Chirat 42 540 Saint-Just-la-Pendue

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3956040 €

Siège social: 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e

RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE: 221 A - TVA: FR 69572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

ÉDITORIAL 379

ACTUALITÉS 382

DOSSIER 385

Suites de l'affaire d'Outreau : quelles autres réformes ?

- L'enfant, sa parole, sa protection après l'affaire dite « d'Outreau »
par Josiane Bigot 385
- Expertise pénale : analyse des propositions de la commission d'enquête parlementaire
par Geneviève Cédile 389
- Le rapport de la commission Outreau sur les médias : l'erreur de diagnostic
par François Fourment, Cédric Michalski et Philippe Piot 394
- Quelle responsabilité pour les magistrats après Outreau ?
par Harold Epineuse 396

PRATIQUES 400

- Les nouvelles Règles pénitentiaires européennes
par Annie Beziz-Ayache 400

JURISPRUDENCE 403

Pénal général

COMPLICITÉ

- Présomption de l'intention coupable du complice en cas de diffamation, *Cass. crim., 7 juin 2006* 403

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

- Décès dans une cellule de dégrèvement : la double violation de l'article 2 Conv. EDH, CEDH, *1er juin 2006* 403

PEINE

- Pas de prononcé de peines complémentaires non prévues par la loi, *Cass. crim., 13 juin 2006* 405
- Peine d'affichage : sauf texte spécial contraire, la durée ne peut excéder deux mois, *Cass. crim., 20 juin 2006* 405

VEILLE

PRESCRIPTION PÉNALE

- La convocation du juge d'instruction pour une audition est un acte d'instruction qui interrompt la prescription, *Cass. crim., 5 sept. 2006* 406

Infractions

ENLÈVEMENT ET SÉQUESTRATION

- L'excuse atténuante de libération avant le septième jour s'applique quelle que soit la raison de la prise d'otage
Cass. crim., 8 juin 2006 406

VEILLE

ENVIRONNEMENT

- Délit de destruction du milieu propre à une espèce protégée
Cass. crim., 27 juin 2006 407

CONSUMMATION

- Services funéraires : l'interdiction du démarchage à domicile n'est pas limitée dans le temps, *Cass. crim., 27 juin 2006* 407

ESCROQUERIE

- Des actes accomplis pour des faits de vol connexes à l'escroquerie interrompent la prescription, *Cass. crim., 19 sept. 2006* 407

TRAVAIL	
Délit d'entrave : représentation en justice du comité d'entreprise <i>Cass. crim., 5 sept. 2006</i>	407
URBANISME	
Remise en état des lieux : validité d'un avis antérieur à l'action publique <i>Cass. crim., 27 juin 2006</i>	407
Procédure pénale	
ACTION PUBLIQUE	
■ Prescription de l'action publique : le délai se calcule de quantième à quantième, <i>Cass. crim., 7 juin 2006</i>	408
COMPÉTENCE	
■ Incompétence d'une juridiction répressive pour connaître de l'action civile née de la diffamation commise par un élu <i>Cass. crim., 20 juin 2006</i>	409
CONTRÔLES ET VÉRIFICATION D'IDENTITÉ	
■ La flagrance par un demi-tour ?, <i>Cass. 1re civ., 10 mai 2006</i>	409
COUR D'ASSISES	
■ Clarté des procès-verbaux et dépositions séparées des témoins <i>Cass. crim., 8 juin 2006</i>	410
DÉTENTION PROVISOIRE ET CONTRÔLE JUDICIAIRE	
■ Détention provisoire et office restreint du JLD <i>Cass. crim., 7 juin 2006</i>	410
■ L'interdiction d'entrer en relation avec les membres du Ministère public demande quelques explications <i>Cass. crim., 13 juin 2006</i>	411
■ Détention provisoire du mineur devenu majeur <i>Cass. crim., 21 juin 2006</i>	412
DROITS DE LA DÉFENSE	
■ Le prévenu peut refuser l'avocat de permanence et exiger le sien <i>Cass. crim., 24 mai 2006</i>	412
ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES	
■ L'installation du dispositif d'interception de communications n'est pas un examen technique et scientifique <i>Cass. crim., 23 mai 2006</i>	413
ÉTRANGER	
■ Sans notification régulière d'une ordonnance rendue en appel, pas de pourvoi en cassation, <i>Cass. 1re civ., 10 mai 2006</i>	413
GARDE À VUE	
■ Des informations, même sans interprète, pour l'étranger placé en garde à vue, <i>Cass. 1re civ., 10 mai 2006</i>	414
INJURE	
■ La prescription trimestrielle de l'injure raciale non publique <i>Cass. crim., 7 juin 2006</i>	415
TRIBUNAL CORRECTIONNEL	
■ Possibilité de contestation de la qualification correctionnelle, la loi nouvelle n'étant pas encore entrée en vigueur <i>Cass. crim., 23 mai 2006</i>	416
VEILLE	
ACTION CIVILE	
Urbanisme : une association non agréée peut se porter partie civile <i>Cass. crim., 12 sept. 2006</i>	416
APPEL	
L'appel d'un jugement de police doit être porté devant le président de la chambre des appels correctionnels, <i>Cass. crim., 14 juin 2006</i>	417
Exécution des peines	
PEINE	
■ Retrait des permissions de sortir : vers la fin des logiques pénitentiaires, <i>CA Rennes, 21 avr. 2006</i>	417
VEILLE	
PEINE	
Réduction supplémentaire de peine : exemple d'un manque d'effort sérieux de réadaptation sociale, <i>Cass. crim., 6 sept. 2006</i>	418

ACTION CIVILE	
Association non agréée	
Intérêt à agir	416
ACTION PUBLIQUE	
Prescription	
Délai - Calcul	408
APPEL	
Tribunal de police	
Juge unique	417
COMPÉTENCE	
Juge pénal	
Diffamation commise par un élu	409
COMPLICITÉ	
Diffamation	
Intention coupable	403
CONTRÔLE D'IDENTITÉ	
Régularité	
Étranger - Demi-tour	409
CONTRÔLE JUDICIAIRE	
Contenu	
Interdiction	411
COUR D'ASSISES	
Procès-verbal	
Déposition séparée des témoins	410
DÉMARCHAGE À DOMICILE	
Services funéraires	
Interdiction	407
DÉTENTION PROVISOIRE	
Mineur devenu majeur	
Prolongation	412
Refus de prolongation	
Mise en liberté	410
DROITS DE LA DÉFENSE	
Assistance	
Libre choix de l'avocat - Renvoi	413
DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES	
Droit à la vie	
Garde à vue - Décès	403
ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES	
Interception de communications	
Personnes qualifiées - Serment	413
ENFANT VICTIME	
Protection	
Propositions de réforme	385 (dossier)
ENLÈVEMENT ET SÉQUESTRATION	
Qualification	
Excuse atténuante	406
ENVIRONNEMENT	
Espèces protégées	
Destruction	407
ESCROQUERIE	
Prescription	
Point de départ	407
ÉTRANGERS	
Garde à vue	
Notification - Formulaire	414
Rétention	
Prolongement	413
EXPERTISE PÉNALE	
Propositions de réforme	
Commission parlementaire	389 (dossier)
INJURE RACIALE	
Prescription	
Injure non publique	415
MAGISTRATS	
Responsabilité	
Commission parlementaire	396 (dossier)
PEINE	
Peine complémentaire	
Légalité des peines - Affichage	405
Interdiction d'activité	405
Permission de sortir	
Retrait - Infirmité	417
Réduction supplémentaire	
Efforts de réadaptation sociale	418
PRESCRIPTION	
Action publique	
Diffamation - Acte interruptif	406
PRESSE-COMMUNICATION	
Propositions de réforme	
Commission parlementaire	394 (dossier)
PRISON	
Conseil de l'Europe	
Nouvelles Règles pénitentiaire	400 (pratiques)
TRAVAIL	
Entrave	
Action en justice - Représentation	407
TRIBUNAL CORRECTIONNEL	
Compétence	
Correctionnalisation	416
URBANISME	
Démolition	
Remise en état des lieux	408